



RECUEIL

DES

ACTES

ADMINISTRATIFS

ANNEE 2010 - NUMERO 48 DU 28 JUIN 2010

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES

N° 1852

Prescriptions complémentaires concernant la SARL IBANEZ & FILS.

Par arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2010

Titre 1- Portée de l'autorisation et conditions générales

Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Exploitant titulaire de l'autorisation

La société IBANEZ Père et Fils S.A.R.L., dont le siège social est situé 16 rue Victor Hugo - 59195 HÉRIN, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter 16 rue Victor Hugo - 59195 HÉRIN, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.1. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 1981 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 1985 sont remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Agrément démolisseur

L'autorisation préfectorale vaut agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ("démolisseur").

La société IBANEZ Père et Fils est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sous le N° PR 59 00052 D ("démolisseur"). L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans compter de la date de notification du présent arrêté.

La société IBANEZ Père et Fils est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges en annexe 2 au présent arrêté.

La société IBANEZ Père et Fils est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de leur installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

Nature des installations

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
286	A	Stockages et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc.	Récupération de carcasses de véhicules hors d'usage	Surface utilisée	50 m ²	9 025 m ²
98bis B	NC	Dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères et installés sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à moins de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers	Stockage de pneus usagés	Volume stocké	30 m ³	< 30 m ³
1412-2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Bouteilles de propane	Quantité stockée	6 t	144 kg
1432-2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.	1 cuve fioul de 1 m ³ 1 cuve essence de 1m ³	Quantité stockée	10 m ³	1,2 m ³
2663-2	NC	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères	Stockage de pneus commercialisables	Volume stocké	1000 m ³	< 1000 m ³
2920-2	NC	Installations de réfrigération ou compression.	1 compresseur	Puissance absorbée	50 kW	4 kW
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs	1 chargeur	Puissance maximale de courant continu	50 kW	1,08 kW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle
HÉRIN	N° 580 section AD

Les installations citées à l'0ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement en annexe 1 au présent arrêté.

Article 1.1.2. - Consistance des installations autorisées

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées visées au 1.2.1 ci-dessus et leurs installations connexe, est organisé de la manière suivante :

- une zone de stockage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution de 1 000 m²,
- une zone de stockage des véhicules hors d'usage dépollués de 4 400 m²,
- une zone de stockage spécifique aux véhicules équipés d'un réservoir GPL,
- un bâtiment de stockage de pièces mécaniques et du matériel de 120 m²,
- un bâtiment de 960 m² comprenant la station de dépollution des véhicules, le stockage des pièces détachées destinées à la vente, les bureaux, les vestiaires et l'accueil de la clientèle,
- un bungalow à usage sanitaire (douche, toilettes, lavabo).

Les horaires d'exploitation sont :

- du mardi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h,
- le samedi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

L'exploitation est interdite en dehors de ces plages horaires ainsi que les dimanches et les jours fériés.

Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret N° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Modifications et cessation d'activité

Porter à connaissance :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Mise à jour des études D'IMPACT et de dangers.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Equipements abandonnés :

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Transfert sur un autre emplacement :

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Changement d'exploitant :

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-75 à R 512-77 du Code de l'Environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
2. des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Sans préjudice des dispositions des articles R512-74 du code de l'environnement, la réhabilitation du site prévue à l'article R512-76 du code de l'environnement est effectuée en vue de permettre l'exercice d'une activité industrielle similaire.

Délais et voies de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- les articles R 543-154 à R 543-171 du code de l'environnement,
- l'arrêté du 6 avril 2005 fixant les règles d'établissement du récépissé de prise en charge pour destruction et du certificat de destruction d'un véhicule hors d'usage,
- l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage,
- l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage,
- la circulaire du 10 avril 1974 relative aux dépôts et activités de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux.

Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

- Gestion de l'établissement

Exploitation des installations

Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 1.1.3. Aménagement du site

Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que pour le dépôt des copeaux, tournures, pièces, matériels, etc., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc...

Aucun stockage ne sera réalisé au dessus et à proximité immédiate du caniveau central. A cet effet, une bande de 1 mètre de part et d'autre du caniveau sera maintenue libre en permanence.

Article 1.1.3.1. Véhicules

Les différents types de véhicules présents sur le site ne devront pas être mélangés. Des aires particulières et clairement identifiées seront affectées aux :

- parking pour la clientèle et le personnel,
- dépôt des VHU (Véhicules Hors d'Usage) sur lesquels des opérations de démontage/dépollution doivent avoir lieu,
- dépôt de carcasses de véhicules, sur lesquels les opérations de dépollution/ démontage de pièces ont eu lieu.
- dépôt de véhicules équipés d'un réservoir GPL.

Ces différentes aires seront délimitées au sol, soit physiquement, soit par un marquage. L'exploitant veille à ce que ce marquage reste visible. Un plan d'affectation de ces zones doit être établi par l'exploitant.

Par ailleurs les voies internes de circulation et aires de manœuvre seront bien distinctes des diverses aires de dépôt et stationnement précédemment définies.

Les emplacements utilisés pour le dépôt des différents véhicules susvisés sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

Les VHU ne seront pas empilés mais stockés les uns à côté des autres. L'exploitant s'assurera qu'un espace libre, de l'ordre de 1 mètre, existe toujours autour de chacun de ces matériels.

Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état plus de 3 mois. La quantité maximale de véhicules automobiles hors d'usage présents sur le site est limitée à 400 VHU.

Tout stockage de véhicules hors d'usage et carcasses de véhicules, est interdit sur la voie publique.

Les véhicules équipés d'un réservoir GPL seront identifiés par une affiche autocollante ou système équivalent (ex. : peinture) placé sur le capot et seront stockés dans une zone réservée à cet effet. Un registre d'identification sera tenu à jour. La liste des véhicules GPL sera remise à l'entreprise chargée de l'enlèvement ou de la réception des épaves.

Article 1.1.3.2. Pneus

Les piles de pneumatiques seront disposées de manière à permettre la mise en œuvre rapide de moyens de secours contre l'incendie. On réservera notamment entre elles des chemins de largeur suffisante pour permettre l'accès des voitures de secours de pompiers dans les divers secteurs du dépôt en cas d'incendie.

La hauteur des piles ne devra pas excéder trois mètres ; si celles-ci sont situées à moins de cinq mètres des murs de clôture des propriétés appartenant à des tiers, leur hauteur sera limitée à la hauteur desdits murs, diminuée de un mètre, sans toutefois, en aucun cas, pouvoir dépasser 3 mètres.

Dans le cas où le dépôt serait délimité par une clôture non susceptible de s'opposer à la propagation du feu, telle que grillage, palissade, haie, etc..., l'éloignement des piles de pneumatiques de la clôture devra être au moins égal à la hauteur des piles.

Article 1.1.3.3. Pièces graisseuses

Le démontage et l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, y compris les pièces graisseuses destinées à la vente, s'effectuent sur des surfaces imperméables avec dispositif de rétention dans des lieux couverts.

Article 1.1.3.4. Fluides extraits

Les fluides extraits des véhicules (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigel et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Les huiles usagées, le carburant, les acides de batteries, les fluides de circuits d'air conditionné et les autres fluides sont entreposés dans des réservoirs appropriés (cuves double paroi de 1 m³).

Article 1.1.3.5. Autres éléments

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dans des lieux couverts.

Article 1.1.3.6. Objets creux

Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

a) Des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc.) en vue de leur remplissage ou de leur vidange ;

b) Des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc.) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Intégration dans le paysage

Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Les locaux, les équipements de travail et les différentes zones de stockage, doivent être maintenues propres et régulièrement nettoyés, notamment les ateliers de travail et d'entreposage de pièces, les zones de stockage de déchets, les parkings et voiries internes, les aires de stockage de véhicules à réparer, véhicules hors d'usage et carcasses de véhicules.

Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés. Les éléments légers et les différents déchets ou vieilles pièces mécaniques ou de carrosserie, dans et aux abords de l'établissement, doivent être quotidiennement ramassés.

Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Rongeurs/Insectes

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des établissements classés pendant une durée d'un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Danger ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier comportant le présent arrêté préfectoral, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les documents suivants :

Article	Documents tenus à disposition sur le site
Chapitre 1.3	Dossier de demande d'autorisation
Article 2.1.2.1	Registre d'identification des véhicules GPL
Article 4.2.2.	Plan des réseaux tenus à jour
Article 4.2.4.2	Consignes pour les dispositifs d'isolement
Article 4.3.12.2	Justificatifs de contrôle du déboureur deshuileur
Article 5.1.6.2.	Registre de suivi des déchets
Article 7.2.1	Plan général de stockage indiquant la nature des produits stockés par cellule Fiches de données de sécurité des produits
Article 7.2.2.	Plan des zones de dangers
Article 7.3.3.2.	Rapport de contrôle des installations électriques
Article 7.3.4.	Analyse du risque foudre, étude technique, notice de vérification et de maintenance, carnet de bord et rapports de vérifications des installations de protection contre la foudre.
Article 7.4.1	Consignes d'exploitation
Article 1.4.1.	Liste des EIPS
Articles 7.6.1 et 7.7.5	Registre relatif aux opérations d'entretien et de vidange des rétentions
Article 7.7.2.2	Registre concernant les contrôles des moyens d'intervention
Article 7.7.3	Consignes de sécurité
Article 7.7.4	Consignes générales d'intervention

L'exploitant doit pouvoir présenter à l'inspection des installations classées tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Les résultats des contrôles et vérifications imposés par le présent arrêté doivent être conservés durant 5 années au minimum.

Récapitulatif des documents à transmettre

L'exploitant doit transmettre les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances	Destinataires
Article 1.5.1	Porter à connaissance	Avant réalisation de toute modification	Préfecture du Nord
Article 1.5.2	Mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude des dangers	Avant réalisation de toute modification	Préfecture du Nord
Article 1.5.6	Cessation d'activité	3 mois avant l'arrêt définitif	Préfecture du Nord
Chapitre 2.5	Déclaration des accidents et incidents Rapport d'incident	Dans les meilleurs délais Sous 15 jours	Inspection des installations classées
Article 4.3.6.1	Convention de rejet	Avant la mise en service	Service de l'état compétent
Article 7.7.4	Plan d'Intervention Interne	Dans les meilleurs délais	Inspection des installations classées Services d'incendie et de secours
Article 7.7.4	Divers plans	Dans les meilleurs délais	Services d'incendie et de secours
Article 7.7.5.2	Etude sur le dispositif de confinement	6 mois à compter de la notification du présent arrêté	Inspection des installations classées

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances	Destinataires
Articles 8.2.4	Mesures de bruits	6 mois à compter de la notification du présent arrêté	/
Article 8.3.2	Autosurveillance eaux pluviales	Dans le mois suivant la réalisation de la mesure	Inspection des installations classées
Article 8.3.3	Déclaration annuelle concernant les déchets	Dans le mois suivant l'année écoulée	Inspection des installations classées
Article 8.3.4	Résultats des mesures acoustiques	Dans le mois suivant la réception des résultats	Inspection des installations classées

- Prévention de la pollution atmosphérique

Conception des installations

Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Tout brûlage à l'air libre est interdit ainsi que la destruction par le feu de toutes les matières combustibles non récupérables.

Les poussières, gaz polluants ,etc... doivent dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.

Les opérations de découpage au chalumeau de pièces souillées de graisses ou d'huiles gênantes pour le voisinage par les fumées et les odeurs, seront subordonnées à un dégraissage préalable des pièces. Le nettoyage de pièces à l'essence est interdit.

Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Emissions diffuses et envols de poussières

Aucun stockage de produits pulvérulents n'est réalisé sur le site.

Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Prélèvements et consommations d'eau

Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation moyenne annuelle	Usage
Réseau public de distribution d'eau potable de la commune de HÉRIN	2 m ³	sanitaires et lavage des sols (bureaux, vestiaire, sanitaires)

Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Collecte des effluents liquides

Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu dans l'identification ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Protection contre des risques spécifiques

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Isolément avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Identification des effluents

- L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :
- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux domestiques (eaux vannes, lavabos,...).

Il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles sur le site.

Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 1	N° 2	N° 3
Nature des effluents	Eaux domestiques	Eaux pluviales de ruissellement	Eaux pluviales de toitures
Débit moyen	2 m ³ /an	5 208 m ³ /an	708 m ³ /an
Réseau de collecte	Réseau d'eaux usées	Réseau d'eaux pluviales de ruissellement	Réseaux d'eaux pluviales de toitures
Traitement interne	/	Débourbeur Déshuileur	/
Dispositions particulières	/	Vanne de coupure manuelle	/
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées de la commune de HÉRIN	Réseau eaux pluviales de la commune de HÉRIN	Réseau eaux pluviales de la commune de HÉRIN
Traitement externe	Station d'épuration de Wallers	/	/
Milieu récepteur	La Grande Traitoire	L'Escaut via le fossé de la commune de AUBRY-DU-HAINAUT	L'Escaut via le fossé de la commune de AUBRY-DU-HAINAUT

Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

L'autorisation de raccordement sera accompagnée d'une convention de rejet fixant les modalités relatives à la gestion des rejets issus du site.

Avant la mise en service de l'exploitation, une copie des autorisations de raccordement avec convention de rejet sera adressée à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau.

Aménagement

Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- ne pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction des poissons, de nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs et de saveurs.

Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Epanchage d'eaux usées ou résiduaires

L'épandage des eaux usées est interdit.

Infiltration des eaux pluviales

L'infiltration des eaux pluviales sur le site est interdite.

Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Valeurs limites d'émission

Article 1.1.3.7. - Rejet N°1 : Eaux domestiques

Les eaux domestiques du rejet N°1 sont évacuées dans le réseau communal d'eaux usées et traitées au niveau de la station d'épuration de DOUAI conformément à la convention prévue à l'article 4.3.6.1.

Article 1.1.3.8. Rejet N°2 : Eaux pluviales de ruissellement

Les eaux du rejet N° 2 sont traitées au moyen d'un déboureur déshuileur, muni d'une vanne de coupure manuelle, avant leur rejet dans le réseau eaux pluviales de la commune de HÉRIN.

Ce déboureur déshuileur est :

- suffisamment dimensionné,
- contrôlé autant que de besoin et au minimum trois fois par an et vidangé si nécessaire (justificatifs tenus à la disposition de l'inspection des installations classées).

Sauf dispositions plus contraignantes prévues par la convention prévue à l'article 4.3.6.1, l'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Valeur réglementaire	Méthodes de référence
pH	6 à 8	Se référer aux normes du titre 9
MES	35 mg/l	
HCT	5 mg/l	

Les autres substances devront être compatibles avec l'objectif qualité de l'Escaut.

La superficie des voies de circulation, parking et autres surfaces imperméabilisées est de 7 945 m².

Article 1.1.3.9. Rejet N°3 : Eaux pluviales de toitures

Les eaux du rejet N° 3 sont collectées et rejetées dans le réseau eaux pluviales de la commune de Hérin.

La superficie des toitures est de 1080 m².

- Déchets

Limitation de la production de déchets

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant doit successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-74 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée d'entreposage ne devra pas excéder :

- 1 an lorsque les déchets doivent être éliminés ;
- 3 ans lorsque les déchets doivent être valorisés.

Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

Contrôle des circuits de traitement des déchets

Généralités

Les opérations de collecte, regroupement, transport, valorisation et élimination de déchets doivent respecter les dispositions suivantes du code de l'environnement :

- Livre V, Titre IV, Chapitre I, Section 3, articles R541-42 à R541-48 : circuit de traitement de déchets
- Livre V, Titre IV, Chapitre I, Section 4, articles R541-49 à R541-64 et R 541-79 : transport, négoce et courtage

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) N° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Comptabilité

Lors de la remise à un tiers de déchets dangereux au sens de l'article R541-8 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'émettre un bordereau de suivi * desdits déchets.

Il est tenu un registre, éventuellement informatique, sur lequel sont reportées les informations suivantes :

1. la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R541-8 précité,
2. la date d'enlèvement,
3. le tonnage des déchets,
4. le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis *,
5. la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 2006/12/CE du 5 avril 2006,
6. le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale,
7. le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités,
8. le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au Code de l'Environnement livre V titre IV (déchets) chapitre Ier section 4,
9. la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités, ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale,
10. le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au code de l'environnement livre V titre IV (déchets) chapitre Ier section 4.

* Les bordereaux de suivi des déchets dangereux doivent être établis conformément à l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R541-45 du code de l'environnement.

Ce registre, éventuellement informatique, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et il est conservé au moins pendant cinq ans.

L'inspection des installations classées peut faire procéder à tout prélèvement de déchets et faire réaliser des analyses de ces produits par un organisme tiers spécialisé aux frais de l'exploitant.

Déclaration annuelle

L'exploitant est tenu de transmettre chaque année au préfet et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie un récapitulatif des VHU réceptionnés et des carcasses de VHU sorties selon le modèle de déclaration figurant à l'annexe I de l'arrêté du 19/01/05 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage.

Cette transmission se fait au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour l'année civile précédente et s'effectue, le cas échéant, sous forme électronique.

Chapitre 1.2. Déchets admis sur le site

La seule catégorie de déchets admise dans l'établissement est la suivante :

Référence nomenclature Annexes I et II de l'article R541-8 du code de l'environnement	Nature du déchet	Quantité maximale annuelle	Origine du déchet
16 01 04*	Véhicules Hors d'Usage	700 VHU (560 t)	VHU des particuliers et des garages automobiles

* déchets dangereux

Chapitre 1.3. Déchets produits par l'établissement

Référence nomenclature Annexes I et II de l'article R541-8 du code de l'environnement	Nature du déchet	Quantité annuelle	Filières de traitement réglementairement possibles (cf annexes II-A et II-B Directive 2006/12/CE du 5 avril 2006)
13 02 04* à 13 02 08*	Huiles moteurs de boîte de vitesse et lubrifications usagées	2 500 l	R9
16 01 13*	Liquides de frein		
13 05 02 *	Boues des séparateurs d'hydrocarbures	Quelques m ³	D15
15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection	300 kg	D5
16 01 03	Pneus hors d'usage	800 kg	R13
16 01 06	VHU dépollué	500 t	R4
16 01 14* 16 01 15	Liquides de refroidissement	1 000 l	D10
16 06 01 *	Batteries	4 t	R4,R6
20 03 01	Déchets banals en mélange	150 kg	D10

* déchets dangereux

Les déchets, à l'exception des déchets banals, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en centres de stockage ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur.

Cette caractérisation est renouvelée au minimum tous les deux ans, et après tout changement de procédé. Les analyses effectuées dans le cadre d'une procédure d'acceptation préalable d'un déchet sur une installation de valorisation ou d'élimination peuvent être prises en compte pour sa caractérisation.

Il est interdit d'entreposer :

- des explosifs ou tout autre matériel présentant le même risque (bouteille de gaz, fûts non percés, etc.) dans les épaves destinées au broyage.
- des déchets ou produits de quelque nature que ce soit dans les épaves en attente d'enlèvement pour destruction.

Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Dispositions générales

Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidaire, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les machines et matériels fixes susceptibles d'être à l'origine de nuisances sonores seront implantés dans les zones de chantier les plus éloignées des habitations. Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Niveaux acoustiques

Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 20h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 20h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour Allant de 7h à 20h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit Allant de 20h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	50 dB(A)	40 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'0, dans les zones à émergence réglementée.

Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle N° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

- Prévention des risques technologiques

Principes directeurs

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Caractérisation des risques

Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Zonage internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

Information préventive sur les effets domino externes

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.

Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

infrastructures et installations

Accès et circulation dans l'établissement

Circulation sur le site

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Clôture

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de deux mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher toute intrusion sur le site. Elle est doublée d'un rideau d'arbres à feuilles persistantes ou de tout autre moyen présentant des garanties équivalentes afin de masquer la visibilité du site.

Contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site et en l'absence de personnel, tous les accès seront fermés à clef.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

Caractéristiques minimales des voies

Le site doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Notamment les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation du site doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe au site tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site.

Une voie engin doit permettre l'accès des engins de secours et de lutte contre l'incendie au bâtiment selon les caractéristiques suivantes :

- largeur libre hors stationnement de 3 mètres,
- hauteur libre de 3 m 50,
- force portante : 130 KN (40 KN sur l'essieu avant et 90 KN sur l'essieu arrière),
- rayon intérieur minimal : $R = 11$ m avec une surlargeur égale à $15/R$ si $R < 50$ m,
- pente inférieure à 15 %.

Bâtiments et locaux

Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Article 1.3.1.1. Stabilité des bâtiments

Les éléments de structure devront être conçus de façon que leur ruine éventuelle n'altère pas la stabilité des éléments classés coupe feu.

Article 1.3.1.2. Isolement par rapport aux tiers

Le bâtiment est isolé des tiers au moyen d'éléments présentant les caractéristiques suivantes :

- matériaux incombustibles,
- parois extérieures coupe feu (CF) de degré 2 h,
- plancher mezzanine CF de degré 2 h,
- portes CF de degré 1 h.

Article 1.3.1.3. Isolement intérieur

Les stockages de combustibles sont divisés en îlots afin d'éviter les risques de développement et de propagation d'un incendie.

Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 m de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Article 1.3.1.4. Dégagements

Le bâtiment est doté d'issues de secours en nombre suffisant afin que le personnel n'ait plus de 50 m à parcourir pour gagner une issue et 25 m dans les parties en cul-de-sac. Ces distances sont calculées en tenant compte des aménagements intérieurs. Seules les portes à vantaux battants sont prises en compte (issues de secours, portes journalières installées dans les grandes portes).

Les itinéraires de dégagements en cul-de-sac doivent être limités à 10 m maximum.

Les portes des issues de secours sont munies de ferme porte et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie.

Il y a lieu de signaler et baliser les issues normales et de secours qui doivent être libres d'accès en permanence. De même, tous les dégagements sont fléchés, signalés et balisés par un marquage au sol.

Par ailleurs, l'exploitant doit installer un éclairage de sécurité conforme à l'arrêté du 26 février 2003.

Article 1.3.1.5. Désenfumage

Le désenfumage des locaux de stockage de matières plastiques, pneumatiques et liquides inflammables est assuré à raison du 1/100^{ème} de la surface au sol.

En cas de désenfumage mécanique, le débit sera calculé sur la base de 1 m³/s par 100 m².

Les règles techniques d'exécution devront respecter l'IT n°246.

Installations électriques - mise à la terre

Conformité des installations électriques et des mises à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Maintenance et vérification des installations électriques et des mises à la terre

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Zones à atmosphère explosible

Dans les zones où des atmosphères explosives définies conformément peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum. Ils doivent être conformes aux dispositions :

- du décret N°96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive,
- de l'arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive,
- de l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.

Article 1.3.2. Protection contre l'explosion

Il est interdit d'entreposer sur le site des explosifs, munitions, engins ou partie d'engins et matériels de guerre.

Lorsque dans les véhicules récupérés il sera découvert de tels matériels, des objets suspects ou présumés d'origine douteuse, il sera fait appel, sans délai, à l'un des services suivants :

- Service de déminage,
- Service des munitions des armées,
- Gendarmerie Nationale.

L'adresse et le numéro de téléphone de ces services seront affichés dans les bureaux.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre, d'objets suspects, par le personnel exploitant du site, est interdit.

Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers

Article 1.3.3. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentanés de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté et de façon à maintenir le niveau de sécurité.

Ces consignes portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
- l'analyse des incidents, anomalies de fonctionnement et accidents
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

L'ensemble de ces consignes est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Article 1.3.4. Travaux d'entretien et de maintenance

Article 1.3.4.1. Délivrance des permis d'intervention et permis feu

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée par l'exploitant.

Article 1.3.4.2. Contenu du permis d'intervention

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Article 1.3.4.3. Modalités de contrôle

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieurs à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation délivrée par le titulaire de l'autorisation, ou son représentant préalablement désigné.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par le titulaire de l'autorisation, ou son représentant préalablement désigné.

En outre, dans le cas d'interventions sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Chapitre 1.4. Facteurs et éléments importants destinés à la prévention des accidents

Article 1.4.1. Liste des éléments importants pour la sécurité

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des éléments importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les fonctions, les paramètres, les équipements, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

Article 1.4.2. - Facteurs et dispositifs importants pour la sécurité

Les dispositifs importants pour la sécurité, qu'ils soient techniques, organisationnels ou mixtes, sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant.

Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion.).

Toute défaillance des dispositifs, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositifs ou élément d'un dispositif important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoire dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Article 1.4.3. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alermer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

Article 1.4.4. Alimentation électrique

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

Article 1.4.5. Utilités destinées à l'exploitation des installations

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Prévention des pollutions accidentelles

Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

L'exploitant tient à jour la localisation précise et le nature de produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes.

Rétentions

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides récupérés (huiles, batteries, liquides de frein, de refroidissement, etc.).

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Transports - chargements - déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts ...).

En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Elimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 1.4.6. Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

De plus, les plans des locaux sont affichés à des endroits appropriés pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leurs emplacements résultent de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude de dangers et des différentes conditions météorologiques.

Article 1.4.7. Moyens incendie

Article 1.4.7.1. Moyens d'extinction

La défense incendie extérieure existante est assurée par 1 poteau d'incendie à moins de 200 m (angle rue Victor Hugo et Auguste Caron) dont le débit moyen est de 65 m³/h à 3 bars.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie extérieure à l'établissement.

Le site doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et être bien visibles, facilement accessibles,
- d'une réserve de sable meuble et sec avec pelles. La quantité est adaptée au risque sans être inférieure à 1 m³.

Article 1.4.7.2. Entretien et vérification du matériel

Les matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » évoqué à l'article 7.5.6 ;
- les mesures à prendre en cas d'épandage de substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- le ou les points de ralliement du personnel en cas d'évacuation,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours (18 ou 112),
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, dispositif permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur). L'ensemble des coupures d'urgence doit être identifié à l'aide de pictogrammes.

Il y a lieu d'afficher en des endroits judicieusement choisis notamment les consignes d'incendie comportant :

- le numéro de téléphone d'appel urgent du centre de traitement de l'alerte des sapeurs-pompiers : 18,
- l'accueil et le guidage des secours,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie,
- les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- l'interdiction de fumer.

Article 1.4.8. Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe de Première Intervention spécialement formée à la première intervention, à l'évacuation du personnel, à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens de première intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches de Première Intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne (PII) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente et en particulier, à chaque modification d'une installation visée ainsi qu'à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan.

Ce plan doit être facilement compréhensible. Il doit contenir a minima :

- des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...);
- l'état des différents stockages (nature, volume...);
- les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...);
- les moyens de détection et de lutte contre l'incendie;
- les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) et les réseaux d'eaux pluviales (dont les bassins de tamponnement et d'infiltration).

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au PII.

Ce plan doit être soumis, pour approbation, au service départemental d'incendie et de secours, groupement 4, service prévision (128, rue de l'Industrie - 59264 ONNAING).

Puis ce plan est transmis à Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (2 exemplaires), à Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Nord, sous-direction prévision BP 68 59028 LILLE Cedex (5 exemplaires). Il est par ailleurs tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an. Toute mise à jour notable du PII devra être transmise, pour approbation, au service prévision du groupement 4 du service départemental d'incendie et de secours du Nord déjà cité.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Par ailleurs, sont transmis au service départemental d'incendie et de secours, groupement 4, service prévision (128, rue de l'Industrie - 59264 ONNAING) un plan de situation dans la ZAC en format A3 à l'échelle, un plan de masse reprenant les différentes entrées et les différents bâtiments avec leur dénomination, un plan des niveaux du bâtiment reprenant les issues de secours, les moyens de secours, les organes de coupure d'énergie et fluides, les commandes des dispositifs de désenfumage et les cantons et un plan reprenant les différents risques de l'établissement (incendie...).

Article 1.4.9. Protection des milieux récepteurs

Article 1.4.9.1. Dossier de lutte contre la pollution des eaux

L'exploitant constitue à ce titre un dossier "lutte contre la pollution accidentelle des eaux" qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés qui en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en œuvre peuvent porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct,
- leur évolution et les conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

Article 1.4.9.2. Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent pouvoir être confinées sur le site afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir ces eaux sont étanches et raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés ou à un dispositif d'une efficacité équivalente démontrée par l'exploitant permettant un temps de rétention moyen minimum de 24 heures.

Le volume de rétention disponible doit pouvoir être justifié au regard des besoins. A cet effet, une étude sur le dispositif de rétention retenu sera fournie à l'inspection des installations classées six mois après la notification du présent arrêté.

La vanne de coupure doit pouvoir être actionnée en toutes circonstances localement et à partir d'un poste de commande. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les eaux confinées doivent ensuite être traitées pour être rejetées conformément aux dispositions du titre 4 du présent arrêté. A défaut, ces eaux seront évacuées pour être éliminées comme déchet dans une filière dûment autorisée à cet effet.

- Surveillance des émissions et de leurs effets

Programme d'auto surveillance

Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Contrôles et analyses, contrôles inopinés

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 1.4.10. Relevé des prélèvements d'eau

Article 1.4.11. Sans objet.

Article 1.4.12. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité
Rejet N° 2		
pH	Prélèvement asservi au débit et analyse sur 24 h	Annuelle
MES	Prélèvement asservi au débit et analyse sur 24 h	Annuelle
HC Totaux	Prélèvement asservi au débit et analyse sur 24 h	Annuelle

Auto surveillance des déchets

L'exploitant réalisera chaque année un bilan des déchets produits (voir chapitre 5.2) reprenant notamment :

- la désignation des déchets,
- le code selon la codification réglementaire en vigueur,
- les quantités produites en tonnes,
- l'origine des déchets,
- le nom des transporteurs,
- la dénomination de l'éliminateur et le cas échéant de l'intermédiaire,
- le mode de traitement selon la codification réglementaire en vigueur.

Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du 0, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Chapitre 1.4.13. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées les résultats relatifs à l'auto surveillance eau (article 8.2.2.) dans le mois qui suit leur réalisation.

Pour ce faire, l'exploitant établit un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 8.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues avec l'indication de délais de mise en œuvre ainsi que de leur efficacité.

Ce rapport est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Transmission des résultats de l'auto surveillance des déchets

La déclaration annuelle des déchets prévue à l'article 8.2.3 est transmise à l'inspection des installations classées dans le mois suivant l'année écoulée.

Les justificatifs évoqués à l'article 5.1.6.2. doivent être conservés cinq ans.

Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 8.2.4 sont transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Normes de mesures

Éventuellement, l'analyse de certains paramètres pourra exiger le recours à des méthodes non explicitement visées ci-dessous.

En cas de modification des méthodes normalisées, les nouvelles dispositions sont applicables dans un délai de 6 mois suivant la publication.

Pour les eaux :

Échantillonnage

Conservation et manipulation des échantillons	NF EN ISO 5667-3
Etablissement des programmes d'échantillonnage	NF EN 5667-1
Techniques d'échantillonnage eaux résiduaires et industrielles	FD T 90-523-2

Analyses

pH	NF T 90 008
Couleur	NF EN ISO 7887
Matières en suspension totales	NF EN 872 (1)
DBO 5 (1)	NF T 1899-1 (2)
DCO (1)	NF T 90 101 (3)
COT (1)	NF EN 1484
Azote Kjeldahl	NF EN ISO 25663
Azote global	représente la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates
Nitrites (N-NO ₂)	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777
Nitrates (N-NO ₃)	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et FD T 90 045
Azote ammoniacal (N-NH ₄)	NF T 90 015
Phosphore total	NF T 90 023
Fluorures	NF T 90 004, NF EN ISO 10304-1
CN (aisément libérables)	ISO 6 703/2
Ag	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Al	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
As	NF EN ISO 11969, FD T 90 119, NF EN 26595, ISO 11885
Cd	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr	NF EN 1233, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr6	NFT 90043
Cu	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Fe	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Hg	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
Mn	NF T 90 024, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Ni	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Pb	NF T 90 027, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Se	FD T 90 119, ISO 11885
Sn	FD T 90 119, ISO 11885
Zn	FD T 90 112, ISO 11885
Indice phénol	XP T 90 109
Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (4) + NF M 07-203 (5)
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	NF T 90 115
Hydrocarbures halogénés hautement volatils	NF EN ISO 10301
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	NF EN 1485

Les analyses doivent être effectuées sur échantillon non décanté :

- 1) En cas de colmatage, c'est-à-dire pour une durée de filtration supérieure à 30 minutes, la norme NFT 90-105-2 est utilisable.
- 2) Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 3 mg/l, la norme NF EN 1899-2 est utilisable.
- 3) Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/l, et pour les mesures d'auto surveillance, la norme ISO 15705 est utilisable.
- 4) Dès sa parution, la norme XP T 90124 devra être utilisée à la place de la norme NF EN ISO 11423-1.

- 5) L'utilisation de la norme NF M 07-203 est admise pour les mesures d'autosurveillance. Dans ce cas et sauf mention contraire figurant explicitement dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, c'est le résultat obtenu par la mise en œuvre de la norme NF M 07-203 qui permet de juger du respect effectif de la prescription réglementaire concernant la teneur du rejet en HCT. Une comparaison avec les mesures effectuées selon les deux normes NF EN ISO 9377-2 et NF-EN ISO 11423-1 (XP T 90124 dès parution) doit être régulièrement effectuée.

Pour les déchets :

Déchet solide massif :	Qualification (solide massif) XP 30- 417 et XP X 31-212
Pour des déchets solides massifs Pour les déchets non massifs	Normes de lixiviation XP X 31-211 X 30 402-2
SICCITE NF ISO 11465	Autres normes

Pour les gaz

Emissions de sources fixes :	
Débit	ISO 10780
Vapeur d'eau	NF EN 14790
O ₂	NF EN 14789
Poussières	NF X 44 052 ou NF EN 13284-1
CO	NF EN 15058
SO ₂	NF EN 14791
HCl	NF EN 1911-1, 1911-2 et 1911-3
HAP	NF X 43 329
Hg	NF EN 13211
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	NF EN 1948-1, 1948-2 et 1948-3
COVT NF EN 13526 et NF EN 12619	
Odeurs	NF X 43 103 et NF EN 13725
Métaux lourds	NF EN 14385
As, Cd, Cr, Co, Cu, Mn, Pb, Sb, Tl et V	
HF	NF X 43 304
NOx	NF EN 14792
N ₂ O	XP 43305
NH ₃	NF X 43303

Elaboration des rapports d'essais pour les mesures à l'émission	GA X 43552
Protocole d'élaboration d'une méthode alternative d'analyse physico-chimique par rapport à une méthode de référence	XP T 90-210
Emissions de sources fixes. - Méthode de validation intra-laboratoire d'une méthode alternative comparée à une méthode de référence	XP CEN/TS 14793
Emissions de sources fixes. - Harmonisation des procédures normalisées en vue de leur mise en œuvre simultanée	GA X 43551
Assurance qualité des systèmes de mesure automatique	NF EN 14181 GA X 43132
Assurance qualité des systèmes de mesure automatique pour le mercure	NF EN 14884
Assurance qualité des systèmes de mesure automatique pour les poussières	NF EN 13284-2
Guide pratique pour l'estimation de l'incertitude de mesurage des concentrations en polluants	FD X 43131

Qualité de l'air ambiant :

CO	NF EN 14626
SO ₂	NF EN 14212
Nox (NO et NO ₂)	NF EN 14211
Hydrocarbures totaux	NF X 43 025
Odeurs	NF X 43 101 à X 43 104
Poussières	NF X 43 021 et NF X 43 023 et NF X 43 017
O ₃	NF EN 14625
Pb, Cd, As, Ni	NF EN 14902
Benzène	NF EN 14662-1, NF EN 14662-2, NF EN 14662-3
PM ₁₀	NF EN 12341
PM ₂₅	NF EN 14907
Benzo(A)pyrène	NF EN 15549

notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire d'HÉRIN,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'HÉRIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon lisible dans l'établissement par les soins de l'exploitant ;
- Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

N° 1853

Fixation du montant du tarif journalier 2010

Service placement familial spécialisé de l'établissement D.I.V.A. - P.F.S.

Par arrêté conjoint en date du 15 juin 2010

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement D.I.V.A - P.F.S sont autorisées comme suit :

Dépenses	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	144 455,87 €	767 443,00 €
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	577 151,29 €		
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	45 835,84 €		
Recettes	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Produits de la tarification	1 770 120,34€	771 178,50 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 058,16 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 - Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- Excédent :	0,00 €
- Déficit	3 735,50 €

Article 3 - Conformément à l'article L314-7 IV bis du code de l'action sociale et des familles, le tarif journalier de l'établissement D.I.V.A- P.F.S, pour l'exercice budgétaire 2010 est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} juillet 2010, à 215,23 €.

Article 4 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis : Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux - C.O 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Une copie conforme du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Nord.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Nord, Monsieur le directeur général des services du département sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 1854

Fixation du montant du tarif journalier 2010

Service appartements de l'établissement institut Fernand Deligny

Par arrêté conjoint en date du 15 juin 2010

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement institut Fernand Deligny sont autorisées comme suit :

Dépenses	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 928,79 €	405 534,09 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	238 948,37 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	95 656,93 €	

Recettes	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Produits de la tarification	363 700,29 €	385 850,75 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	503,08 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	21 647,38 €	

Article 2 - Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- Excédent :	19 683,34 €
- Déficit	0,00 €

Article 3 - Conformément à l'article L314-7 IV bis du code de l'action sociale et des familles, le tarif journalier de l'établissement de l'établissement institut Fernand Deligny, pour l'exercice budgétaire 2010 est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1er juin 2010, à 71,66 €.

Article 4 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis : Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux - C.O 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Une copie conforme du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Nord.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Nord, Monsieur le directeur général des services du département sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 1855

**Fixation du montant du tarif journalier 2010
Service placement familial spécialisé de l'établissement institut Fernand Deligny -PFS**

Par arrêté conjoint en date du 15 juin 2010

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement institut Fernand Deligny -PFS, sont autorisées comme suit :

Dépenses	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	206 830,36 €	1 253 629,92 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	926 968,45 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	119 831,11 €	
Recettes	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Produits de la tarification	1 181 162,65 €	1 191 559,68 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 250,09 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	9 146,94 €	

Article 2 - Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- Excédent :	62 070,24 €
- Déficit	0,00 €

Article 3 - Conformément à l'article L314-7 IV bis du code de l'action sociale et des familles, le tarif journalier de l'établissement institut Fernand Deligny -PFS pour l'exercice budgétaire 2010 est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} juin 2010, à 112,39 €.

Article 4 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis : Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux - C.O 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Une copie conforme du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Nord.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Nord, Monsieur le directeur général des services du département sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 1856

**Fixation du montant du tarif journalier 2010
Service accueil de jour de l'établissement institut Fernand Deligny**

Par arrêté conjoint en date du 15 juin 2010

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement institut Fernand Deligny, section appartements, sont autorisées comme suit :

Dépenses	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	44 129,44 €	596 573,22 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	517 365,47 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 078,31 €	
Recettes	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Produits de la tarification	613 718,36 €	613 718,36 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 - Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- Excédent :	0,00 €
- Déficit	17 145,14 €

Article 3 - Conformément à l'article L314-7 IV bis du code de l'action sociale et des familles, le tarif journalier de l'établissement institut Fernand Deligny, pour l'exercice budgétaire 2010 est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} juin 2010, à 133,04 €.

Article 4 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis : Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux - C.O 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Une copie conforme du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Nord.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Nord, Monsieur le directeur général des services du département sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 1857

**Fixation du montant du tarif journalier 2010
Service internat de l'établissement institut Fernand Deligny**

Par arrêté conjoint en date du 15 juin 2010

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement institut Fernand Deligny, sont autorisées comme suit :

Dépenses	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	470 846,02 €	3 702 748,22 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 679 798,11 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	552 104,09 €	
Recettes	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Produits de la tarification	3 793 193,75 €	3 846 011,50 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	27 440,82 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	25 376,93 €	

Article 2 - Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- Excédent :	0,00 €
- Déficit	143 263,28 €

Article 3 - Conformément à l'article L314-7 IV bis du code de l'action sociale et des familles, le tarif journalier de l'établissement institut Fernand Deligny, pour l'exercice budgétaire 2010 est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} juin 2010, à 172,35 €.

Article 4 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis : Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux - C.O 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Une copie conforme du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Nord.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Nord, Monsieur le directeur général des services du département sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 1858

**Fixation du montant du tarif journalier 2010
Service internat du foyer Rose PELLETIER de l'association A.S.R.L**

Par arrêté conjoint en date du 15 juin 2010

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles du foyer Rose PELLETIER, sont autorisées comme suit :

Dépenses	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	187 452,00 €	1 370 572,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 005 133,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	177 987,00 €	
Recettes	Groupes fonctionnels	Montant	Total
	Groupe I Produits de la tarification	1 360 326,56 €	1 364 458,56 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 132,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 - Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- Excédent :	6 113,44 €
- Déficit	0,00 €

Article 3 - Conformément à l'article L314-7 IV bis du code de l'action sociale et des familles, le tarif journalier du foyer Rose PELLETIER, pour l'exercice budgétaire 2010 est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} juin 2010, à 172,70 €.

Article 4 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis : Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux - C.O 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Une copie conforme du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Nord.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Nord, Monsieur le directeur général des services du département sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 1859

**Réglementation de la limitation de vitesse sur l'autoroute A25, dans le sens de circulation LILLE-DUNKERQUE
section comprise entre l'échangeur 12 de METEREN et l'échangeur 13 de STEENVOORDE**

Par arrêté préfectoral en date du 18 juin 2010

Article 1^{er} - Les dispositions définies à l'article 2 du présent arrêté s'appliquent à compter du 18 juin 2010, date de remise en circulation dans le sens LILLE-DUNKERQUE de la section de l'autoroute A25 comprise entre les PR 32+100 et 43+125.

Article 2 - Dans le sens LILLE-DUNKERQUE, la limitation de vitesse en section courante de l'A25 est fixée à 130 km/h entre les PR 32+100 et 43+125.

Cette disposition annule et remplace : les dispositions définies à l'article 1 de l'arrêté préfectoral N-P 03-034 du 8 octobre 2003 pour la section de l'autoroute A25 comprise entre les PR 32+100 et 43+125, dans le sens LILLE-DUNKERQUE.

Article 3 - Les dispositions définies à l'article 2 seront portées à la connaissance des usagers par des panneaux de type B14 (130 km/h).

Article 4 - Sauf en cas de nécessité absolue, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur la chaussée et la bande d'arrêt d'urgence.

Article 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et textes en vigueur.

Article 6 - Monsieur le directeur interdépartemental des routes Nord, Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord, Monsieur le colonel, commandant du groupement de gendarmerie de LILLE, Monsieur le commissaire divisionnaire, directeur zonal des compagnies républicaines de sécurité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont une copie conforme leur sera remise ainsi qu'à :

- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord,
- Monsieur le chef de l'arrondissement gestion de la route ouest - Dir Nord,
- Monsieur le responsable du district du littoral - Dir Nord,
- Monsieur le chef du centre d'information et de gestion du trafic de Lille - Dir Nord,
- Monsieur le chef du service ingénierie routière ouest - Dir Nord,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique du Nord,
- Monsieur le directeur départemental des services de secours et d'incendie du Nord,
- Monsieur le responsable du SAMU du Nord,
- Monsieur le chef du service transports de la DREAL Nord - Pas-de-Calais,
- Messieurs les co-directeurs du C.R.I.C.R de VILLENEUVE-D'ASCQ,
- Messieurs les présidents des syndicats des transporteurs

N° 1860

**Déclassement du domaine public ferroviaire
d'un immeuble bâti situé sur les communes de DUNKERQUE et de LEFFRINCKOUCHE en vue de son aliénation**

Par arrêté préfectoral en date du 7 juin 2010

Article 1^{er} - Est déclassé l'immeuble bâti dépendant du domaine public ferroviaire, d'une surface de 553 m², situé sur la commune de DUNKERQUE - rue de la gare de LEFFRINCKOUCHE et sur la commune de LEFFRINCKOUCHE - place de la gare - figurant sous teinte jaune au plan joint au présent arrêté, en vue de son aliénation.

Cet immeuble bâti est cadastré 510 AK n° 243 « rue de la gare de Leffrinckoucke » et AB N° 857p « place de la gare »

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la délégation territoriale de l'immobilier Nord,
- Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer,
- Messieurs les Maires des communes de DUNKERQUE et de LEFFRINCKOUCHE,
- Madame la Directrice régionale des finances publiques du Nord - Pas-de-Calais.

SOUS-PRÉFECTURE DE DOUAI

N° 1861

Modification des statuts de la communauté de communes d'Espace en Pévèle - CCEP

Par arrêté en date du 11 juin 2010

Article 1^{er} - Les communes D'AIX-LEZ-ORCHIES, AUCHY-LEZ-ORCHIES, BOUVIGNIES, COUTICHES, LANDAS, NOMAIN et SAMÉON sont autorisées à transférer à la communauté de communes d'Espace en Pévèle, la compétence «communications électroniques au titre des infrastructures haut débit, d'intérêt communautaire, nécessaires à la résorption des zones d'ombres exclues du haut débit : acquisition, gestion et exploitation de réseaux et services de communications électroniques dont l'échelle de construction, d'irrigation et de gestion dépasse les limites de la commune ; leur construction pleine et entière, les études et la mise en oeuvre des projets , la perception des redevances liées à l'exploitation de ces structures par les opérateurs». Les communes sus nommées gardent leur compétence d'ordre général sur les réseaux locaux.

Article 2 - Il est prononcé l'approbation des nouveaux statuts de la communauté de communes d'Espace en Pévèle, tels qu'annexés au présent arrêté.

Article 3 - Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative et cours administratives d'appel, le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 - Monsieur le sous-préfet de DOUAI et Monsieur le président de la communauté de communes d'Espace en Pévèle sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Communauté de communes
Espace en Pévèle
Statuts
Communes/ membres/ objet/siège

Article 1^{er} - Constitution :

- En application des articles L5211-1 à 58 et L5214-1 à 29 du code général des collectivités territoriales, il est créé, par arrêté préfectoral du 3 décembre 2001, une communauté de communes entre les communes de : AIX-LEZ-ORCHIES, AUCHY-LEZ-ORCHIES, BOUVIGNIES, COUTICHES, LANDAS, NOMAIN ET SAMÉON.
- Elle prend le nom de: "Espace en Pévèle"

Article 2 - Objet :

- La communauté de communes a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.
- Elle exerce de plein droit, aux lieu et place des communes membres pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

1 - Développement économique :

- a) Etude, création, aménagement, . commercialisation, entretien et gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales ou touristiques d'une superficie supérieure à un hectare.
- b) Actions de développement économique.
A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :
 - La promotion et la valorisation des produits de terroir,
 - La promotion économique de la communauté de communes par l'organisation ou la participation à des salons, foires ou quinzièmes commerciales,
 - La promotion touristique de la communauté de communes.

2 - Aménagement de l'espace communautaire :

- a) Elaboration et suivi d'un schéma de cohérence territoriale, dans le cadre du syndicat mixte du SCOT du Grand Douaisis, et schéma de secteurs.
- b) Création et aménagement de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire.
A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :
 - Les opérations s'inscrivant spatialement sur plusieurs communes,
 - Les opérations qui, bien que situées sur le territoire d'une seule commune, présentent un enjeu à l'échelle de la communauté de communes dans le cadre de son développement économique.
- c) Mise en place ou la participation à la mise en place d'un PAYS et à l'élaboration d'une charte de développement durable dans le cadre de la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire.
- d) Constitution de réserves foncières pour l'exercice des compétences de la communauté de communes.

3 - Protection et mise en valeur de l'environnement :

- a) Elimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés.
A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :
 - La collecte en porte à porte des ordures ménagères, encombrants, déchets verts, collecte sélective,
 - Le tri, le traitement et la valorisation,
 - L'acheminement et l'élimination en équipements agréés,
 - La gestion des déchetteries.
- b) Participation à l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

4 - Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire :

Cette compétence concerne l'assiette de la voirie, incluant la chaussée, les accotements et trottoirs, la signalisation horizontale et verticale.
A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :

- La création ou aménagement et entretien de voiries de desserte des équipements communautaires existants ou à créer,
- L'aménagement et entretien des voiries, réseaux et espaces verts des zones d'Activités d'intérêt communautaire,
- L'aménagement et entretien des voiries, réseaux et espaces verts des zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire.

5 - Distribution publique de l'énergie électrique:

- Exercice du pouvoir concédant et en particulier discussion et passation, avec les entreprises concessionnaires, de tous actes relatifs à la concession du service public de distribution de l'électricité sur le territoire des communes membres de la communauté de communes,
- Organisation et exercice centralisé du contrôle municipal des distributions d'énergie électrique prévu par les articles 16 de la loi du 15 juin 1906 et 7 du décret du 17 octobre 1907,
- Représentation des collectivités associées dans tous les cas où les Lois et Règlements en vigueur, en particulier ceux relatifs à la nationalisation de l'électricité, prévoient que les collectivités doivent être consultées ou représentées.

6 - Actions sociales :

a) Actions, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes âgées ou handicapées et jeunes ménages.

A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :

- La création, en liaison avec les bailleurs sociaux, de bédouilles ou opérations de logements groupés pour personnes âgées ou handicapées et jeunes ménages,
- Actions afin d'aider au maintien des personnes âgées ou handicapées à domicile.

b) Aide à l'orientation et à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.

A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :

- La gestion, ou la participation à la gestion, des dispositifs existants pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans,
- Les signatures de conventions afin de permettre au public concerné de conclure de contrats aidés avec les collectivités et organismes éligibles.

c) Mise en place de services nouveaux en direction de la petite enfance et de la jeunesse.

A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :

- La signature d'un contrat enfance et jeunesse,
- La participation à la mise en place, à la gestion et à la coordination d'un relais d'assistantes maternelles itinérant,
- La participation et le pilotage d'un diagnostic opérationnel afin de déterminer les besoins du territoire intercommunal en termes de loisirs et d'accueil individuel et collectif des enfants de 0 à 5 ans,
- La mise en place, la gestion et la coordination de services nouveaux d'accueil et de loisirs pendant les petites vacances scolaires en direction des enfants âgés de 4 à 13 ans inclus. La mise en place d'un service de garderie durant les petites vacances scolaires pourra compléter cet accueil.

7 - Développement et aménagement culturel et sportif de l'espace communautaire :

a) Construction, aménagement, gestion et entretien des équipements sportifs d'intérêt communautaire.

A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :

- Les salles de sports

b) Animation des équipements sportifs d'intérêt communautaire.

A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :

- La prise en charge des coûts de transport, dans le cadre des activités préélémentaires et élémentaires, vers les équipements sportifs repris dans l'intérêt communautaire,
- Les aides aux nouveaux clubs sportifs qui seront créés à l'échelle de l'intercommunalité.

c) Organisation d'événementiels.

A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :

- L'organisation ou l'aide à l'organisation de spectacles, expositions ou manifestations culturelles ou sportives de caractère ou de portée exceptionnels.

8 - Prestations de services:

A ce titre, entre dans l'intérêt communautaire :

- Les communications électroniques au titre des infrastructures haut débit, d'intérêt communautaire, nécessaires à la résorption des zones d'ombres exclues du haut débit : acquisition, gestion et exploitation de réseaux et services de communications électroniques dont l'échelle de construction, d'irrigation et de gestion dépasse les limites de la commune ; leur construction pleine et entière, les études et la mise en œuvre des projets ; la perception des redevances liées à l'exploitation des ces structures par les opérateurs. (Les communes gardant leur compétence d'ordre général sur les réseaux locaux),
- La mise en place et la gestion d'un portail communautaire et d'un système INTRANET entre la communauté et ses communes adhérentes,
- la constitution d'un parc de matériels pour mise à disposition des communes et associations locales du ressort de la communauté de communes.

Article 3 - Siège :

Le siège de "Espace en Pévèle » est fixé : à NOMAIN, 34 rue Jean Lebas. Il pourra être fixé à tout moment à un autre endroit, par simple délibération du conseil communautaire et par une modification de l'arrêté préfectoral.

Article 4 - Désignation du receveur :

Les fonctions de receveur de la communauté de communes "Espace en Pévèle » seront assurées par Monsieur le comptable du trésor d'ORCHIES.

Organe délibérant

Article 5 - Composition du conseil et répartition des sièges :

La communauté de communes est administrée par un organe délibérant, dénommé "conseil de communauté", composé de délégués des communes membres selon la répartition suivante :

2 Délégués titulaires pour les communes jusque 3 000 habitants,
1 Délégué titulaire par tranche supplémentaire de 3 000 habitants.

Cette représentation tient compte des résultats de chaque recensement, total ou partiel. La population prise en compte est la population municipale de chaque commune (celle prise en compte en matière électorale). Le réajustement éventuel intervenant lors du renouvellement général du conseil de communauté.

Chaque délégué titulaire pourra être représenté par un délégué suppléant. Ces délégués suppléants ne sont appelés à siéger au conseil de communauté avec voix délibératives, qu'en cas d'empêchement des délégués titulaires.

Article 6 - Election des délégués :

- Les délégués sont élus par chaque conseil municipal des communes membres, parmi ses conseillers municipaux, au scrutin secret, à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.
- Les agents employés par la communauté ne peuvent pas être désignés comme délégués.
- Le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés. Toutefois, celui-ci :

- peut procéder, à tout moment, au remplacement de ses délégués,
- doit, en cas de nouvelle élection du maire, élire de nouveau ses délégués.

En cas de suspension ou dissolution d'un conseil municipal, ou de démission de tous les membres en exercice, le mandat des délégués est prorogé jusqu'à la désignation des délégués par le nouveau conseil.

- Le mandat des délégués expire lors de l'installation de l'organe délibérant de la communauté suivant le renouvellement général des conseillers municipaux. Après ce renouvellement général, l'organe délibérant de la communauté se réunit au plus tard le vendredi de la 4^{ème} semaine qui suit l'élection des maires.
- En cas de vacance parmi les délégués, pour quelque cause que ce soit, le conseil municipal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.
- A défaut pour une commune d'avoir désigné ses délégués, celle-ci est représentée au sein de la communauté :

- par le maire, si elle ne compte qu'un délégué,
- par le maire et le 1^{er} adjoint dans le cas contraire.

Article 7 - Conditions d'exercice du mandat de délégué :

- Le président, ainsi que les vice-présidents ayant reçu délégations de fonctions, ont droit à des indemnités de fonctions, dont le montant est fixé par l'organe délibérant. Ce montant ne peut toutefois pas dépasser celui des indemnités maximales fixé par décret.
- Si, en fonction des règles de plafonnement des rémunérations et indemnités de fonction, un écrêtement est effectué sur celle-ci, son reversement à d'autres membres du bureau ne peut être effectué que sur délibération nominative de l'organe délibérant de la communauté.
- Les dispositions suivantes du Code Général des Collectivités Territoriales s'appliquent au président et aux vice-présidents :
 - Art L2123-3 du CGCT et R121-27-2^o du CdC : crédits d'heures,
 - Art L2123-4 : majoration possible de ceux-ci pour certaines communautés,
 - Art L2123-5 : autorisations d'absence et crédits d'heures jusqu'à moitié de la durée légale du travail,
 - Art L2123-9 : possibilité de souscrire au régime général de sécurité sociale en cas de cessation d'une activité professionnelle (collectivité de plus de 20 000 habitants pour les vices-présidents),
 - Art L2123-10 : possibilité d'obtenir un stage de remise à niveau après une cessation d'activité professionnelle (collectivité de plus de 20 000 habitants pour les vices-présidents),
 - Art L2123-11 : possibilité de détachement pour les élus fonctionnaires [collectivité de plus de 20 000 habitants pour les vices-présidents)
 - Art L2123-18 : frais de mission et de représentation,
 - Art L2123-25 et 26 : affiliation à l'assurance maladie et vieillesse pour les élus ayant cessé leur activité professionnelle (collectivité de plus de 20 000 habitants pour les vices-présidents),
 - Art L2123-27 régime de retraite par rente,
 - Art L2123-28 : affiliation à l'IRCANTEC,
 - Art L2123-29 : bases de calcul des cotisations correspondantes.

- Lorsque les membres du conseil communautaire ne bénéficient pas d'indemnité au titre des fonctions qu'ils exercent dans la communauté, leurs frais de déplacement (pour des réunions de conseil, de commissions, de comité consultatif ou des organes délibérants ou des bureaux des organismes où ils représentent la communauté) peuvent leur être remboursés, lorsque la réunion a lieu dans une commune autre que la leur.

- Les dispositions suivantes du Code Général des Collectivités Territoriales, relatives aux conditions d'exercice du mandat de conseiller municipal, s'appliquent aux membres du conseil de communauté :
- Art L2123-7 : conditions de détermination de la durée de congés payés, du droit aux prestations sociales et des droits d'ancienneté,
- Art L2123-8 : garanties relatives au licenciement, au reclassement professionnel et aux sanctions disciplinaires.

- La communauté est responsable, dans les conditions prévues aux articles L2123-31 et 33 du CGCT, des accidents survenus aux membres du conseil et au Président dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 8 - Fonctionnement du conseil :

- Les conditions de validité des délibérations du conseil de communauté et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre du jour et à la tenue des séances sont celles que le code général des collectivités territoriales fixe pour les conseils municipaux. Toutefois, si cinq membres ou le président le demandent, le conseil de communauté peut décider, sans débat, à la majorité absolue, qu'il se réunit à huis clos.
- Les lois et règlements relatifs au contrôle administratif et financier des communes sont également applicables à la communauté de communes.
- Le conseil se réunit, au moins une fois par trimestre, au siège de la communauté ou, tour à tour en mairie de l'une des communes membres.

Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat du président et des membres du bureau sont celles que fixent, pour le maire et les adjoints, les articles suivants du CGCT :

- Art L2122-4 : élection parmi les membres du conseil.
- Art L2122-7 : élection au scrutin secret et à la majorité absolue aux deux premiers tours, à la majorité relative au troisième tour (candidat le plus âgé déclaré élu en cas d'égalité de suffrage),
- Art L2122-10 : élection pour la même durée que le conseil, nouvelle élection des vice-présidents en cas de nouvelle élection du président.

Article 9 - Rôle du président :

- ◆ Le président est l'organe exécutif de la communauté de communes. A ce titre :
 - il prépare et exécute les délibérations du conseil,
 - il ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes,
 - il est seul chargé de l'administration,
 - il est le chef des services que la communauté a créés,
 - il représente en justice la communauté,
 - il convoque les membres de l'organe délibérant.
- ◆ Le président peut recevoir délégation de l'organe délibérant, pour une partie de ses attributions, à l'exception :
 - du vote du budget,
 - de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
 - de l'approbation du compte administratif,
 - des dispositions à caractère budgétaire relatives à l'inscription de dépenses obligatoires,
 - des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de la communauté,
 - de l'adhésion de la communauté à un autre établissement public,
 - de la délégation de la gestion d'un service public,
 - des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, et, le cas échéant, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville.
- ◆ Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte, le cas échéant, des attributions qu'il a exercées par délégation.
- ◆ Le président peut déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions :
 - aux vice-présidents,
 - et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ceux-ci, à d'autres membres du bureau.
- ◆ A partir de l'installation de l'organe délibérant, et jusqu'à l'élection du président, les fonctions de président sont assurées par le doyen d'âge.
- ◆ Le président ne peut être condamné sur le fondement de l'article L121-3 du nouveau code pénal, pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions, que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales, compte tenu :
 - de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il dispose,
 - des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

Article 10 - Composition et rôle du bureau :

- Le bureau est composé du président, et de vice-président(s) dont le nombre sera fixé par le conseil de communauté.
- Le bureau peut recevoir délégation de l'organe délibérant, pour une partie de ses attributions (à l'exception des mêmes attributions que celles qui ne peuvent pas être déléguées au président -citées à l'article 8 des présents statuts- et que celles qui ont été déléguées à celui-ci).
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte, le cas échéant, des travaux du bureau et des attributions que celui-ci a exercées par délégation.
- Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Conditions du transfert de compétences

Article 11 - Mise à disposition des biens et affectation des personnels nécessaires à l'exercice des compétences :

◆ Le transfert de compétences à la communauté de communes entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés, les dispositions suivantes :

- Les biens, meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice des compétences doivent être mis à la disposition de la communauté de communes par la commune propriétaire (ou locataire).
- Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la commune antérieurement compétente et ceux de la communauté

◆ Si la commune est propriétaire de biens, la remise des biens a lieu à titre gratuit. La communauté assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle :

- possède tous pouvoirs de gestion,
- assure le renouvellement des biens mobiliers,
- peut autoriser l'occupation des biens remis,
- en perçoit les fruits et produits,
- agit en justice en lieu et place du propriétaire,
- peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de construction, propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

En cas de désaffectation des biens mis à disposition, la commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur ces biens.

La communauté peut, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale. Ce prix est éventuellement :

° soit diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par la communauté et des charges, supportées par celle-ci, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la commune.

° soit augmenté, le cas échéant, de la moins-value résultant du défaut d'entretien par la communauté.

A défaut d'accord, le prix est fixé par le juge de l'expropriation.

◆ Si la commune est locataire des biens, la communauté succède à tous ses droits et obligations, notamment dans les contrats de toute nature conclus :

- pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens mis à disposition,
- pour le fonctionnement des services. La commune constate cette substitution et la notifie à ses cocontractants.

◆ Les conditions d'affectation des personnels issus des communes membres, nécessaires à l'exercice des compétences, sont fixées par délibérations concordantes :

- du conseil de la communauté,
- et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de la communauté.

Article 12 - Transfert des biens immobiliers et affectation des personnels nécessaires à l'exercice des compétences en matière de zones d'activités économiques (et, le cas échéant, de zones d'aménagement concerté) :

◆ Les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences en matière de zones d'activités économique (et, le cas échéant, de zones d'aménagement concerté) sont décidées par délibérations concordantes :

- du conseil de la communauté,
- et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de la communauté.

◆ L'affectation des personnels est également décidée dans les mêmes conditions.

Article 13 - Substitution aux communes membres :

◆ La communauté est substituée de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux communes membres dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

◆ Les contrats sont exécutés dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties.

Cette substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. C'est à la commune qui transfère sa compétence qu'il revient d'informer les cocontractants.

Dispositions financières, fiscales et budgétaires

Article 14 - Recettes :

◆ Les recettes de la communauté comprennent :

- les ressources fiscales suivantes :
 - ❖ de droit, le produit des 4 taxes (fiscalité additionnelle aux taxes d'habitation, foncières et professionnelle), dans les conditions fixées par l'article 1609 quinquies CI du code général des impôts,
 - ❖ selon les compétences transférées, la taxe de séjour, la taxe sur la publicité, la taxe sur les fournitures d'électricité, la taxe ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, dans les conditions fixées par les articles 1609 quinquies CI et nonies D du code général des impôts et L 2221-13 du code général des collectivités territoriales,
 - ❖ sur option (avant le 1^{er} juillet pour être applicable l'année suivante), à la majorité simple du conseil de communauté, la taxe professionnelles de zone, si la communauté a créé, crée ou gère une zone d'activités économiques d'intérêt communautaire, dans les conditions fixées par l'article 1609 quinquies CII du code général des impôts,
 - ❖ sur option (avant le 31 décembre pour être applicable l'année suivante), à la majorité simple du conseil de communauté, la taxe professionnelle unique, aux lieu et place des communes, sur l'ensemble du territoire de la communauté, si elle exerce la compétence "aménagement, gestion et entretien des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire", dans les conditions fixées par les articles 1609 quinquies CIII et nonies C du code général des impôts,
 - ❖ sur option (avant le 31 décembre pour être applicable l'année suivante), si elle a également opté pour la taxe professionnelle unique, à la majorité simple du conseil de communauté, le produit des 3 taxes (fiscalité additionnelle aux taxes d'habitation et foncières) dans les conditions fixées par l'article 1609 nonies C H du code général des impôts. L'option doit faire l'objet d'une nouvelle délibération du conseil communautaire après chaque renouvellement général des conseils municipaux (avant le 31 décembre pour être applicable l'année suivante)
- le revenu des biens meubles ou immeubles ;
- les sommes reçues des administrations publiques, associations, particuliers, en échange d'un service rendu ;
- les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes ; le produit des dons et legs ;
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- le produit des emprunts ;
- le produit du versement destiné aux transports en commun, si la communauté est compétente pour l'organisation des transports urbains.

◆ Dans le cas où la communauté opte pour la taxe professionnelle unique, une commission locale, créée entre la communauté et les communes membres, est chargée d'évaluer le coût des transferts de charges, dans les conditions fixées par l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts. Elle est composée d'au moins un représentant de chaque conseil municipal et est renouvelée lors de chaque installation d'un nouveau conseil communautaire. Le coût des dépenses transférées est évalué d'après la moyenne de leur coût réel dans les trois comptes administratif précédant.

Ce coût est réduit, le cas échéant, des recettes de fonctionnement et des taxes afférentes à ces charges.

Les dépenses d'investissement transférées sont évaluées dans les conditions fixées par décret.

L'évaluation est déterminée à la date de transfert des charges, par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux, adoptées sur un rapport de la commission d'évaluation des transferts.

Article 15 - Dépenses :

◆ Les dépenses de la communauté comprennent :

- les dépenses de tous les services qui lui sont confiés, au titre des compétences de droit, optionnelles ou facultatives,
- les dépenses relatives aux services propres à la communauté.

◆ La communauté peut attribuer des fonds de concours aux communes membres, afin de contribuer à la réalisation ou au fonctionnement d'équipements d'intérêt commun.

◆ Dans le cas où la communauté décide d'opter pour la taxe professionnelle de zone, elle peut verser à la ou les communes dont la ou les zones d'activités économiques lui sont transférées une attribution de compensation, égale au plus au produit de taxe professionnelle perçu par elles l'année précédant l'institution du taux communautaire.

Le conseil de communauté fixe le montant de cette attribution après consultation de la ou des communes concernées.

◆ Dans le cas où la communauté décide d'opter pour la taxe professionnelle unique, et si elle ne percevait pas auparavant une fiscalité additionnelle, elle verse chaque année, à chaque commune membre, une dotation de compensation, dans les conditions indiquées à l'article 1609 nonies CV 2° du code général des impôts.

Cette compensation, qui est égale à la différence entre le produit de la taxe professionnelle perçue par la commune concernée (y compris les compensations relatives à la suppression progressive de la fraction imposable des salaires et aux exonérations en ZRU et ZFU, mais sans la compensation de la réduction pour embauche et investissement) et le coût net des charges transférées, ne peut pas être indexée.

Si cette différence est négative, la communauté peut demander à la commune le montant correspondant.

La communauté doit communiquer aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions de reversement leur revenant. Le conseil de communauté ne peut procéder à une réduction des attributions de compensation qu'après accord des conseils municipaux des communes intéressées.

Toutefois, dans le cas où une diminution des bases imposables de taxe professionnelle réduit le produit disponible, le conseil de communauté peut décider de réduire les attributions de compensation dans les mêmes proportions.

L'attribution de compensation est recalculée lors de chaque nouveau transfert de charges, dans les conditions prévues à l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts.

◆ Dans le cas où la communauté décide d'opter pour la taxe professionnelle unique, elle peut instituer une dotation de solidarité communautaire, dont le principe, le montant et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire, à la majorité des deux tiers.

Il doit être tenu compte, notamment, de l'importance :

- de la population des communes,
- de leur potentiel fiscal par habitant, de leurs charges.

Si la communauté se dote de la fiscalité mixte, la dotation de solidarité ne pourra pas être augmentée l'année d'application de cette fiscalité mixte, sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres EPCI.

Article 16 - Établissement d'un budget annexe en cas de prestations de services :

◆ Si la communauté assure une prestation de services pour le compte d'une collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, les dépenses de fonctionnement correspondantes sont retracées dans un budget annexe, dont les recettes comprennent :

- le produit des redevances ou taxes correspondant au service assuré,
- les contributions de la collectivité ou de l'établissement au bénéfice duquel la prestation est assurée.

Modifications statutaires

Article 17 - Modifications relatives aux compétences :

◆ Les communes membres peuvent, à tout moment, transférer, en tout ou partie, certaines de leurs compétences, ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

◆ Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes :

- de l'organe délibérant de la communauté,
- des conseils municipaux, à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté.

◆ Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la délibération de la communauté, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, la décision du conseil municipal est réputée favorable.

◆ Le transfert de compétences, prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, entraîne notamment la mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice de celles-ci, ainsi que toutes les autres conséquences indiquées aux articles 10, 11 et 12 des présents statuts.

◆ La restitution d'une compétence par la communauté à l'ensemble des communes membres s'effectue dans les mêmes conditions.

Article 18 - Conséquences du retrait d'une compétence :

◆ Conformément à l'article L 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales, en cas de retrait d'une compétence :

- les biens mis à disposition (ainsi que leurs éventuelles adjonctions) sont :
 - ❖ restitués aux communes antérieurement compétentes,
 - ❖ et réintégrés dans leur patrimoine (pour leur valeur nette comptable) ;
- le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restitué à la commune propriétaire ;
- les biens acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences (ou le produit de leur réalisation) sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ;
- le solde de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétences est réparti dans les mêmes conditions ;
- les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties :
 - ❖ la substitution de personne morale aux contrats n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant,
 - ❖ la communauté qui restitue la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

Article 19 - Admission de nouvelles communes :

◆ Le périmètre de la communauté peut être étendu, par arrêté du représentant de l'Etat, sous réserve de l'absence d'opposition de plus du tiers des conseils municipaux des communes membres :

- soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles, l'accord du conseil de communauté étant nécessaire,
- soit sur l'initiative de l'organe délibérant de la communauté, l'accord du ou des conseils municipaux concernés étant nécessaire,
- soit sur l'initiative du représentant de l'Etat, l'accord du conseil de communauté et du ou des conseils municipaux concernés étant nécessaire.

♦ A compter de la notification de la délibération de la communauté aux maires des communes membres, chaque conseil municipal dispose de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la(les) nouvelle(s) commune(s). A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.

Les mêmes règles s'appliquent aux conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée, ainsi qu'à l'organe délibérant de la communauté, lorsqu'il n'est pas à l'origine de l'initiative.

♦ L'admission de nouvelles communes entraîne notamment la mise à disposition par celles-ci des biens nécessaires à l'exercice des compétences par la communauté.

Article 20 - Retrait de communes membres :

♦ Une commune peut se retirer de la communauté avec le consentement de l'organe délibérant de celle-ci. Le retrait ne peut pas intervenir si plus du tiers des communes membres s'y opposent.

♦ Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de la communauté au maire pour se prononcer.
A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée défavorable.

♦ Les conditions patrimoniales et financières du retrait d'une commune sont identiques à celles relatives au retrait d'une compétence, fixées par l'article L 5211-25-1 du CGCT et indiquées à l'article 17 des présents statuts.

♦ A défaut d'accord entre l'organe délibérant de la communauté et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens (ou du produit de leur réalisation) et du solde de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétence, la répartition est fixée par arrêté du représentant de l'Etat.

♦ Dans le cas où la communauté a opté pour la taxe professionnelle unique, le retrait n'est possible qu'à l'issue de la période d'unification de taux de taxe professionnelle.

♦ La décision de retrait est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

♦ Par dérogation aux dispositions indiquées ci-dessus, une commune peut être autorisée par le représentant de l'Etat, après avis de la commission départementale de coopération intercommunale, à se retirer de la communauté pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le conseil a accepté la demande d'adhésion.
Le retrait s'effectue dans les conditions fixées par l'article L 5211-25-1 du CGCT et indiquées à l'article 17 des présents statuts.

Article 21 - Modifications relatives à l'organisation :

♦ Les modifications statutaires (autres que la modification des compétences, que l'admission ou le retrait d'une commune et que celles relatives à la répartition des sièges ou à la dissolution de la communauté) sont décidées initialement par l'organe délibérant de la communauté, à la majorité simple.

♦ A compter de la notification de la délibération de la communauté aux Maires des communes membres, chaque conseil municipal dispose de trois mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.

♦ La décision de modification est prise par arrêté du représentant de l'Etat, sous réserve qu'une majorité qualifiée des conseils municipaux (la même que celle requise pour la création) ait donné son accord.

Article 22 - Adhésion de la communauté à un syndicat mixte :

♦ L'adhésion de la communauté à un syndicat mixte est décidée par le conseil de communauté, statuant à la majorité des 2/3.
Le retrait de la communauté s'effectue dans les mêmes conditions.

Article 23 - Substitution de la communauté aux communes membres à l'intérieur d'un syndicat :

♦ Pour l'exercice de ses compétences, la communauté est substituée aux communes membres, lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures à la communauté dans un syndicat de communes (dont le périmètre est plus important que celui de la communauté ou le chevauche).

Ce syndicat devient un syndicat mixte, avec le même périmètre et les mêmes compétences :

- la communauté est membre de ce syndicat,
- les délégués communautaires, élus par le Conseil de communauté, siègent au comité syndical.

Démocratisation et transparence

Article 24 - Consultation du conseil municipal concerné :

♦ Les décisions du conseil de communauté dont les effets ne concernent qu'une seule commune membre ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune.

♦ S'il n'a pas été rendu dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable.

♦ Si l'avis est défavorable, la décision ne peut être prise qu'à la majorité des 2/3 des membres du conseil de communauté.

Article 25 - Consultation des maires des communes membres :

- ◆ Le président de la communauté consulte les maires de toutes les communes membres, à la demande :
 - soit de l'organe délibérant de la communauté,
 - soit du tiers des maires des communes membres.

Article 26 - Acquisitions et cessions de biens :

- ◆ Le bilan des acquisitions et cessions opérées par la communauté est soumis chaque année à délibération du conseil de communauté. Ce bilan est annexé au compte administratif.
- ◆ Toute cession d'immeubles (ou de droits réels immobiliers) envisagée donne lieu à délibération motivée, portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. La délibération est prise au vu de l'avis des services des domaines. Les cessions d'immeubles (ou de droits réels immobiliers) font l'objet d'une inscription sur un tableau récapitulatif annexé au compte administratif.

Article 27 - Transmission du rapport d'activité et du compte administratif:

- ◆ Le Président de la communauté adresse chaque année, avant le 30 septembre, au Maire de chaque commune membre :
 - un rapport retraçant l'activité de l'établissement,
 - le compte administratif arrêté.
- ◆ Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au conseil municipal, en séance publique. Au cours de cette réunion, les délégués de la commune sont entendus.

Le président peut être entendu par le conseil municipal :

- soit à sa demande,
 - soit à la demande du conseil municipal.
 -
- ◆ Les délégués de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de la communauté.

Information et participation des habitants

Article 28 - Communication des documents :

- ◆ Toute personne a le droit de demander communication, sans déplacement, et de prendre copie :
 - des procès-verbaux des organes délibérants,
 - des budgets et des comptes, des arrêtés du président.
- ◆ La copie des budgets et des comptes peut être obtenue, aux frais du demandeur, soit auprès du président, soit auprès des services déconcentrés de l'Etat.

Article 29 - Mise à disposition des documents financiers :

- ◆ Les dispositions des articles L 2311-1 à L 2343-2 du code général des collectivités territoriales, relatives aux budgets et comptes, aux dépenses et recettes et à la comptabilité, s'appliquent à la communauté, sous réserve des dispositions qui lui sont propres.

Article 30 - Insertion dans une publication locale des délibérations relatives aux interventions économiques ou aux délégations de service public :

- ◆ Le dispositif des délibérations de l'organe délibérant est inséré dans une publication locale diffusée dans l'ensemble des communes concernées, lorsque ces délibérations sont prises :
 - en matière d'interventions économiques,
 - pour l'approbation d'une convention de délégation de service public.

Article 31 - Consultation des électeurs en matière d'aménagement :

- ◆ Les électeurs des communes membres peuvent être consultés sur les décisions que l'organe délibérant ou le président sont appelés à prendre pour régler les affaires de la compétence de la communauté en matière d'aménagement dans les conditions fixées par les articles L 5211-49 et L 5211-50 à 54 du CGCT.

Article 32 - Comités consultatifs sur tes affaires d'intérêt intercommunal :

- ◆ L'organe délibérant de la communauté peut créer des comités consultatifs sur toutes affaires d'intérêt intercommunal relevant de sa compétence, sur tout ou partie du territoire communautaire, dans les conditions fixées par l'article L 5211-49-1 alinéas 1 à 3 du CGCT.

Durée - Dissolution

Article 33 - Durée de la communauté :

- ◆ La communauté est formée pour une durée illimitée.

Article 34 - Dissolution :

- ◆ La communauté est dissoute par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés.

◆ Elle peut être dissoute :

- par arrêté du représentant de l'Etat :

- ❖ soit sur la demande motivée de la majorité des conseils municipaux,
- ❖ soit, lorsque la communauté a opté pour le régime fiscal défini à l'article 1609 nonies du code général des impôts (taxe professionnelle unique), sur la demande des conseils municipaux, dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création ;

- par décret rendu sur l'avis conforme du conseil général et du conseil d'État, d'office

- ◆ Une communauté qui n'exerce aucune activité depuis deux ans au moins peut être dissoute, après avis des conseils municipaux des communes membres, par arrêté du représentant de l'Etat.

- ◆ L'arrêté ou le décret de dissolution détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles la communauté est liquidée.

Les conditions financières et patrimoniales de la dissolution doivent respecter les dispositions prévues à l'article L 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales, exposées à l'article 17 des présents statuts.

- ◆ La répartition des personnels concernés entre les communes est soumise, pour avis, aux commissions administratives paritaires compétentes.

Elle ne peut donner lieu à dégageant des cadres.

Les personnels sont nommés dans un emploi de même niveau, en tenant compte de leurs droits acquis.

Les communes attributaires supportent les charges financières correspondantes.

- ◆ Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé, avant la dissolution de la communauté, sur l'adoption du compte administratif et sur les conditions de transfert de l'actif et du passif aux communes, l'arrêté ou le décret de dissolution :

- prévoit la nomination d'un liquidateur,
- détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles celui-ci est chargé d'épurer les dettes et les créances et de céder les actifs.

- ◆ En cas de dissolution de la communauté, les communes membres corrigent leurs résultats de la reprise des résultats de la communauté, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive au vote du compte administratif de la communauté.

Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise est joint en annexe au budget de reprise des résultats.

TABLE DES MATIERES

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Prescriptions complémentaires concernant la SARL IBANEZ & FILS.....	1287
Fixation du montant du tarif journalier 2010 Service placement familial spécialisé de l'établissement D.I.V.A. - P.F.S.	1309
Fixation du montant du tarif journalier 2010 Service appartements de l'établissement institut Fernand Deligny.....	1309
Fixation du montant du tarif journalier 2010 Service placement familial spécialisé de l'établissement institut Fernand Deligny - PFS.....	1310
Fixation du montant du tarif journalier 2010 Service accueil de jour de l'établissement institut Ferdinand Deligny.....	1311
Fixation du montant du tarif journalier 2010 Service internat de l'établissement institut Ferdinand Deligny.....	1311
Fixation du montant du tarif journalier 2010 Service internat du foyer Rose PELLETIER de l'association A.S.R.L.....	1312
Réglementation de la limitation de vitesse sur l'autoroute A25, dans le sens de circulation LILLE-DUNKERQUE section comprise entre l'échangeur 12 de MÉTEREN et l'échangeur 13 de STEENVOORDE.....	1312
Déclassement du domaine public ferroviaire d'un immeuble bâti situé sur les communes de DUNKERQUE et de LEFFRINCKOUCKE en vue de son alinéation.....	1313

SOUS-PRÉFECTURE DE DOUAI

Modification des statuts de la communauté de communes d'Espace en Pévèle - CCEP	1313
---	------

**Document confectionné par le Bureau des affaires départementales et du suivi de l'action de l'Etat (DiPP)
et édité par l'imprimerie de la préfecture du Nord**

Directeur de la publication : Monsieur Salvador PÉREZ, secrétaire général de la préfecture du Nord